

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5249 RAB

Service Central :

Région : Service Financier

Chèque -

Lv du 22 octobre 1940

OBJET DE LA CONSULTATION

Examen du projet de réponse au sénateur Jol du syndicat des  
Maires de Banque, Bourse et Change.

Chèque - paiement sur une place déterminée - Le SACF est  
elle fondée à exiger que les chèques remis en paiement de titres de  
transport soient payables à vue sur la place bancaire  
la plus proche de destination ?

Références :

1903 - 2007

Observations :

D<sup>re</sup> N° 5249 RAB; Aff. : Chèque - L. 22 octobre 1940 -

5247  
part  
suppl.

Chique

5060 in

M. Brisson -  
J. B. B. -  
J. B. B. -  
L. C. B. B. -  
B. B. B. -



SJ

5249 Rab

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

Comme suite à votre communication, F<sup>1</sup> 313/R.V., en date du 10 mars, j'ai l'honneur de vous faire connaître que lorsque l'emploi du chèque est obligatoire et qu'il n'existe pas d'impossibilité légale ou réglementaire d'encaissement au lieu de paiement indiqué, il ne saurait être soutenu, à mon avis, que le créancier est fondé à refuser un chèque, pour le seul motif que ce lieu n'est pas à sa propre convenance.

La loi du 22 octobre 1940 ne contient, en effet, aucune disposition relative à la place de paiement -ce qui s'explique, d'ailleurs, vu les grandes facilités de circulation du chèque.

Et il importe peu que la dette ait selon les usages un caractère quérable ou portable. Le paiement par chèque obéit à des règles particulières, qui ne permettent pas, notamment, de mettre les fonds à disposition du créancier à son domicile même, comme le voudraient les principes du droit civil sur les dettes portables.

Sans doute est-il possible de prévoir dans les contrats des stipulations expresses sur le lieu de paiement des chèques; mais de telles clauses ne se présument pas et, en leur absence, il n'est pas possible d'obliger le tireur du chèque à des sujétions qui ne dérivent nullement de la loi.

Au surplus, l'obligation de remettre un chèque, payable sur la place même où chaque créancier a son établissement, ou du moins sur la place bancaire proche de ce dernier, aurait souvent pour conséquence de contraindre le débiteur à se faire ouvrir divers comptes dans des villes plus ou moins éloignées: ce qui n'a pu rentrer dans les

prévisions de la loi du 22 octobre 1940 qui, en étendant l'emploi du chèque, n'a certainement pas voulu rendre l'usage de ce moyen de paiement plus complexe et plus onéreux.

Il reste que l'encaissement de chèques de place à place entraîne certains frais.

Il n'est pas douteux que ces frais n'incombent pas au créancier, qui est fondé à en demander le remboursement à son débiteur (Cf. J. VALERY, "Des Chèques en Droit français", 1926, n°342). C'est, d'ailleurs, l'application pure et simple de l'article 1248 du Code civil, qui prévoit que les frais de paiement sont à la charge du débiteur, c'est-à-dire, en l'espèce, du tireur du chèque.- Il peut certes y avoir là des difficultés d'ordre pratique pour les créanciers et il y aurait eu intérêt à ce que la loi nouvelle réglât par une disposition expresse cette question de recouvrement des frais, du moment où le paiement par chèque n'est plus laissé, dans certains cas, à la libre volonté des parties.

En résumé, si le projet de réponse préparé par vos Services paraît contenir tous les arguments susceptibles d'être invoqués à l'appui de la thèse soutenue, celle-ci ne laisse pas, à mon sens, d'appeler de sérieuses réserves au point de vue juridique; et, au cas où la question serait portée en justice, il est probable que le Tribunal estimerait que le débiteur a pleinement satisfait à son obligation, en remettant au Chemin de fer conformément à la loi du 22 octobre 1940 un chèque barré, payable à Châtillon-Coligny -place desservie, du reste, par notre gare de Nogent-sur-Vernisson.

Pour ma part, je ne serais donc pas d'avis d'envoyer la lettre, dont le texte m'a été communiqué -lettre qui risquerait d'être interprétée par le Syndicat des Maisons de Banque, Bourse et Change comme la preuve que la S.N.C.F. cherche à restreindre l'usage du chèque, en soumettant sa clientèle à des obligations extra-légales.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé Amour*



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau SJ

Dossier N° 5249 Rab

(Prière de rappeler dans la réponse  
les indications ci-dessus)

Paris, LE Mars 1941

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

Comme suite à votre communication, R<sup>l</sup> 313/R.V.,  
du 10 mars, j'ai l'honneur de vous faire connaître que,  
lorsque le règlement par chèque est imposé par la loi  
du 22 octobre 1940 et qu'il n'existe aucune impossibi-  
lité d'encaissement en vertu des autorités d'occupation,  
il ne saurait être soutenu, à mon avis, que le créancier  
est fondé à refuser un chèque, régulièrement établi, pour  
le seul motif que le lieu de paiement n'est pas à sa  
propre convenance.

La loi récente, qui a rendu dans certains cas  
obligatoire l'usage du chèque barré, ne contient, en effet,  
aucune disposition relative à la place de paiement, place  
qui doit, dans ces conditions, être considérée comme  
laissée exclusivement au libre choix du débiteur.

Il importe peu que la dette ait selon les  
usages un caractère quérable ou portable. Le paiement  
par chèque obéit à des règles particulières, qui ne  
permettent pas, notamment, de mettre les fonds à disposi-  
tion du créancier à son domicile même, comme le voudraient  
les principes du droit civil sur les dettes portables.

Sans doute, il est possible de prévoir dans les  
contrats des stipulations expresses sur le lieu de paye-  
ment des chèques; mais de telles clauses ne se présument  
pas et, en leur absence, il n'est pas possible d'obliger  
le tireur du chèque à des sujétions qui ne dérivent nul-  
lement de la loi.

Au surplus, l'obligation de remettre un chèque,  
payable sur la place même où chaque créancier a son établis-  
sement, ou du moins sur la place bancable proche de ce der-  
nier, aurait souvent pour conséquence de contraindre le

débiteur à se faire ouvrir divers comptes dans des villes plus ou moins éloignées; ce qui n'a pu rentrer dans les prévisions de la loi du 22 octobre 1940 qui, en étendant l'emploi du chèque, n'a certainement pas voulu rendre l'usage de ce moyen de paiement plus complexe et plus onéreux.

Il reste que l'encaissement de chèques de place à place entraîne certains frais.

Il n'est pas douteux que ces frais n'incombent pas au créancier, qui est fondé à en demander le remboursement à son débiteur (Gr. J. VALERY, "Des Chèques en Droit Français", 1936, n° 342). C'est, d'ailleurs, l'application pure et simple de l'article 1248 du Code civil, qui prévoit que les frais de paiement sont à la charge du débiteur, c'est-à-dire, en l'espèce, du tireur du chèque. - Il peut <sup>aut</sup> se faire y avoir là des difficultés d'ordre pratique pour les créanciers. ~~Il~~ y aurait eu intérêt à ce que la loi nouvelle réglât par une disposition expresse cette question de recouvrement des frais, du moment où le paiement par chèque n'est plus laissé, dans certains cas, à la libre volonté des parties.

<sup>In résumé,</sup> Si le projet de réponse <sup>qui paraît par vos Services</sup> ~~communiqué~~ me paraît contenir tous les arguments susceptibles d'être invoqués à l'appui de la thèse soutenue ~~par vos Services~~, celle-ci ne laisse pas, à mon ~~avis~~, d'appeler de sérieuses réserves au point de vue <sup>juridique</sup> et, ~~il serait fort à craindre~~, si la question <sup>se posait</sup> était portée en justice, <sup>il est probable</sup> que le Tribunal ~~n'estimerait~~ que le débiteur a pleinement satisfait à son obligation, en remettant au Chemin de fer, conformément à la loi du 22 octobre 1940, ~~un~~ chèque barré, payable à Châtillon-Coligny - place desservie, du reste, par notre gare de Nogent-sur-Vernisson.

<sup>au cas où</sup> <sup>extinction</sup> Pour ma part, je ne serais donc pas d'accord d'envoyer la lettre, dont le texte m'a été communiqué - lettre qui

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

risquant d'être interprété par le Syndicat des Mayors de Banque, Bourse & Change comme la preuve que la SNCF, ~~contrairement à la politique du Gouvernement~~, ~~continue à la politique du fonctionnaire~~, cherche à restituer l'usage du chèque, en soumettant sa clientèle à des obligations extra-légales.



Syndicat des Maisons de  
BANQUE, BOURSE et CHANGE

le 13 février 1941

27, Boulevard des Italiens,  
Paris

Société Nationale des Chemins de fer français  
Secrétariat Général  
88, rue Saint-Lazare, PARIS 9e.

*Copie*

Monsieur le Secrétaire Général,

Un des adhérents de notre Syndicat, banquier à Chatillon-Coligny (Loiret) nous soumet le cas suivant :

Monsieur le Chef de gare de Nogent-sur-Vernisson (Loiret) refuse de recevoir un paiement en un chèque sur Chatillon-Coligny et demande que lui soit remis un chèque sur Montargis.

Rien dans la réglementation légale du chèque n'apparaissant autoriser qui que ce soit, d'exiger un paiement en un chèque sur une place déterminée, nous ne voyons pas sur quel droit, le fonctionnaire de votre administration peut s'appuyer.

D'autre part, la gare de Nogent-sur-Vernisson desservant Chatillon-Coligny et les habitants de ces localités pouvant posséder un compte sur cette dernière place, l'impossibilité de se servir de leur compte pour un règlement par chèque semble ne pas être d'accord avec les buts actuellement poursuivis par le Ministère des Finances.

Nous ajoutons que l'objet de notre lettre n'est pas une réclamation contre Monsieur le Chef de gare précité mais que nous vous serions très obligés de nous fixer sur le point que nous vous soumettons.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Le Secrétaire Général,

signature.

chèque

Vu  
by  
Co. 3.61

Monsieur le Directeur des Services Financiers

la Courneuve  
que, même rectifiée, la lettre  
n'est pas une élucide  
et catégorique. Sa  
réponse avec plus

Les vôtres communication du 10 mars courant, vous ont bien voulu  
me transmettre pour avis un projet de réponse à la lettre du 13 février dernier  
de M. le Secrétaire général du syndicat des affaires de Banque, Bourse et  
Change, demandant en quel texte légal était basé le refus de M. le Chef  
de gare de verser les récépissés d'acceptation en paiement un chèque tiré  
sur un des adhérents de ce syndicat et payable à Châtillon - Coligny.

[Mais, bon que la  
loi, en rendant, dans  
certains cas, obligatoire  
l'usage du chèque  
vaut, n'a pas  
imposé de place de  
paiement, et que  
le chèque circule  
d'un lieu à un autre,  
par simple endossement,  
et sans avoir, à mon  
sens, été fait état  
de la nature, du  
caractère général ou  
particulier de la dette  
sous le usage. Le  
règlement sur chèque  
obéit à des principes  
généralistes, indépendants

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les arguments invoqués dans  
le projet de réponse communiqué, à l'occasion de la thèse soutenue, sont  
de plus, par rapport à l'attention du Syndicat et à l'ensemble, étant  
donné notamment la faible importance du litige, à ne pas donner  
sujet à la réclamation de son adhérent.

Cependant, si l'affaire était portée en justice, il serait certainement  
que le tribunal n'estimerait que le débiteur a été fait à son obligation  
des lors qu'il a remis à son créancier, conformément aux dispositions  
de la loi du 22 octobre 1940, un chèque bancaire payable à Châtillon - Coligny  
d'un montant d'au moins 100 francs, en possession de l'endossement du titulaire, de la  
partie de la provision déposée au compte du tiré et correspondant au  
montant de la créance.

Le tribunal pourrait décider que l'argument tiré de ce que la  
créance n'est pas portable au domicile du créancier ne vaut  
en présence d'une disposition légale obligeant le débiteur à payer  
par chèque et que d'ailleurs la remise d'un chèque n'étant pas  
par elle-même libératoire et l'encaissement de ce titre par le porteur  
sur la dette portable. En définitive, quand le règlement sur chèque rend, dans les cas prévus par la loi  
du 22 octobre 1940, exigible une obligation d'encaissement, résultant des ordonnances des autorités  
d'occupation, le créancier ne peut pas prétendre que le chèque n'est pas payable la provision, et  
le faire sans motif qui n'est pas à sa connaissance. — à moins, très entendu, qu'une



Or, la <sup>obligation</sup> stipulation expresse ne peut intervenir sur le lieu de paiement des chèques, ayant seul le caractère d'un paiement, le fait de remettre un chèque payable sur une place bancaire ou non est sous influence sur la détermination du lieu du paiement principal, en toute hypothèse, le paiement est réputé avoir été fait dans le lieu où la provision a été déposée par le tiré. (Lyon 10 juillet 1922. J. J. 1922, 2, 444; Req. 21 mars 1932, D. H. 1932, 217).

Enfin le tribunal pourait remanier, <sup>de</sup> fait l'obligation  
imposée par un créancier à un débiteur de lui remettre un chèque payable  
sur la place bancaire où <sup>ou de son établissement</sup> le créancier est domicilié ou ait <sup>souvent</sup>  
conséquence inadmissible de contraindre le débiteur à n'avoir ouvert  
un nouveau compte sur une nouvelle place et même, dans le cas  
où le débiteur aurait plusieurs créanciers ayant de semblables exigences,  
plusieurs comptes dans des places différentes. Or, une telle conséquence  
ne rentre certainement pas dans les prévisions de la loi du 22 octobre 1940  
qui, en vue d'éviter le déplacement de numéraire, a voulu étendre et  
faciliter l'emploi du chèque, <sup>monnaie de paiement commune</sup> transmissible par endos, et n'a certainement pas entendu effectuer  
cette simplification apportée aux paiements en multipliant par ailleurs  
les obligations des débiteurs, tenus d'une de ce mode de règlement.

Pratiquement, reste seulement la question de savoir, lorsque l'incasement du chèque nécessite des frais, à qui incombent ces frais. Or cet égard il n'est pas douteux que le créancier qui aura supporté ces frais sera fondé à en demander le remboursement à son débiteur. <sup>(cf. art. 1245 C. civ.)</sup> <sup>Compte tenu de</sup> ~~cf.~~ Jules Valéry (Des chèques en droit français, 1936, n° 342) « s'il s'agit d'un chèque barré, le créancier aura le droit de réclamer au débiteur le remboursement de la commission qui sera perçue par le banquier pour avoir procédé à l'incasement du montant du chèque. De même, si le chèque n'est pas payé à l'échéance, la localité où le créancier réside, les frais qui devront être faits pour en obtenir le paiement devront être » Le Chef du Contentieux.

embarras, par le débiteur" - Il peut être y avoir la  
des difficultés pour le créancier, qui doit recevoir tout ce qui lui est dû  
sans séduction et il y aura en outre à ce que la loi établit cette garantie  
à son profit une disposition spéciale, du moment où le paiement par l'acheteur n'est pas l'unique à la loi  
approuvée, des faillites.

Jules Falery - Des chèques en droit français, 1936

---

n° 342 - - -

Dans le cas de convention admettant le paiement par chèque - - -  
- - - s'il s'agit d'un chèque banqué - - - le créancier a le droit  
de réclamer aux débiteurs le remboursement de la commission qui sera  
perçue par le banquier pour avoir procédé à l'encaissement du montant  
du chèque.

De même si le chèque n'est pas payable dans la localité où  
le créancier réside, les frais qui devront être faits pour en obtenir  
le paiement devront lui être remboursés par le débiteur.

---



Les du 22 octobre 1940 ( J. O du 8 nov. 40 )  
séances 15 déc. 40 p. 226

lepreux tami'

M. Rabanis

Affaire à examiner à fond  
ds que pour M. - Consultez les  
ouvrages sur le change (Bontoux,  
etc) - me parler après  
vos recherches.

M. Durand vous donnera  
des indications pour prendre les  
renseignements sur une banque, en  
ce qui regarde les frais d'après  
le place non bancaire.

D